

Blocus autochtone sur la route forestière 25

La Tuque se questionne sur l'inaction des autorités

La Tuque, le 14 décembre 2023 – Après deux semaines à subir les contrecoups économiques du blocus autochtone du km 104 de la route forestière 25 (RO-461) et devant la déclaration de guerre faite publiquement par l'instigateur du blocus sur les ondes de la radio locale, les dirigeants de la Ville de La Tuque s'expliquent mal pourquoi les autorités policières et le gouvernement du Québec n'agissent pas pour mettre fin à cette crise.

La Ville de La Tuque, par l'entremise de son maire Luc Martel, a fait deux plaintes officielles écrites aux services policiers de Wemotaci et à la Sûreté du Québec aujourd'hui, afin de dénoncer les gestes d'intimidation qui sont faits envers les citoyens, travailleurs forestiers et employés municipaux par l'instigateur du blocus. Pour les dirigeants de la municipalité, la déclaration de guerre est clairement un geste d'intimidation qui appelle à la violence et qui menace la sécurité des usagers de la route forestière 25. Un geste qui ne doit pas être toléré.

Depuis deux semaines, les représentants de la Ville de La Tuque ont multiplié les appels auprès des autorités et de ses partenaires pour tenter par tous les moyens de dénouer l'impasse et faire lever le blocus, sans succès. Pourtant, il s'agit d'un geste isolé d'un individu qui n'a pas l'appui du Conseil des Atikamekw de Wemotaci et du Conseil de la Nation Atikamekw comme ces derniers l'ont spécifié dans des communiqués diffusés la semaine dernière.

Bien que tous les intervenants interpellés au dossier s'entendent sur le fait que ce blocus est inacceptable, personne n'ose bouger. Les dirigeants de la Ville de La Tuque croient qu'il est temps de faire appliquer les lois pour assurer la sécurité des usagers de la route forestière 25 et permettre à l'économie latuquoise de fonctionner normalement.

CITATION

« On ne veut pas les empêcher de faire valoir leurs droits en manifestant, mais il y a des moyens de manifester sans menacer la sécurité d'autrui, sans bloquer les routes pendant des semaines et sans prendre l'économie d'une région en otage. On ne comprend pas pourquoi les policiers et le gouvernement ne font rien pour empêcher cela. C'est inacceptable, tout le monde le dit, mais personne ne fait rien. Pendant que tout le monde marche sur des œufs et se renvoie la balle, nos entreprises forestières et touristiques en souffrent et nos gens ont peur. C'est ça que nous dénonçons. Il faut que les policiers et le gouvernement du Québec agissent, car plus on attend, plus on envoie le mauvais message à ceux qui veulent se faire justice eux-mêmes. »

- *Luc Martel, maire de La Tuque*

Source :

Hélène Langlais, chef de service aux communications

Ville de La Tuque

819 523-8200, poste 2112

hlanglais@ville.latuque.qc.ca